



COMMISSION DE SUIVI DE SITE NYRSTAR AUBY

Lieu : Sous-préfecture de Douai

Date : 4 octobre 2022

Collège « Administrations de l'Etat »

Monsieur BIEUVILLE, Sous-préfet de Douai
Madame HAREMZA, Sous-préfecture de Douai
Madame CHAUMETTE, Préfecture du Nord
Monsieur MELIN, DREAL Hauts-de-France
Monsieur MALBRANCQ, DDTM Nord
Madame WAETERLOOS, ARS HDF
Madame DERHILLE, ARS HDF

Collège « Collectivités »

Monsieur PREVOT, Mairie de Flers-en-Escrebieux
Monsieur SZYMANEK, Mairie d'Auby

Collège « Exploitants »

Monsieur CONSTANT, NYRSTAR
Madame DUFLOS, NYRSTAR
Monsieur NIVOT, NYRSTAR
Monsieur NICOLAS, NYRSTAR

Collège « salariés »

Monsieur PLOUVIER, Membre du CSE
Madame ALPHONSE, Membre du CSE

Collège « riverains »

Monsieur CLAMAGIRAND, Auby
Monsieur SALUINO, AADE
Madame GRAVELINE, VMBSO

Personnes qualifiées

Monsieur BLERVAQUE, Police
Commandant DELECOURT, SDIS 59

Secrétariat de la CSS

Madame NEYS, S3PI

Douai, le 4 octobre 2022

ORDRE DU JOUR

- I. Bilan d'activité et environnemental de l'établissement NYRSTAR pour les années 2020 et 2021
(risques technologiques et risques chroniques)3
- II. Questions et échanges4

La séance est ouverte à 10 heures 10.

Un diaporama est projeté.

I. Introduction du Président

Monsieur CONSTANT rappelle que NYRSTAR est une fonderie de zinc par électrolyse sise à Auby. La fonderie appartient au groupe TRAFIGURA et ses installations s'étalant sur 138 ha emploient 315 salariés en 2022.

II. Bilan d'activité et environnemental de l'établissement NYRSTAR pour les années 2021 et 2022 (risques technologiques et risques chroniques)

Monsieur CONSTANT expose que la période 2021/2022 a été marquée par la crise énergétique avec, entre 2020 et 2021, une multiplication par vingt du coût de l'électricité, le principal poste de dépense du site (il s'agit d'ailleurs d'un site électro-intensif dont la consommation est comparable à celle d'une ville de 400 000 habitants). La société a donc été contrainte de moduler sa production en fonction du coût de l'énergie avec des baisses, voire des arrêts de production.

Monsieur NIVOT présente ensuite le système de gestion de la sécurité (SGS), lequel a été intégré au système de management intégré (SMI) en 2021 et a fait l'objet des améliorations suivantes :

- la formalisation des exigences dans le SMI ;
- le renforcement de la maîtrise des informations documentaires ;
- l'intégration du PM2I dans le système de gestion de la sécurité ;
- le renforcement de la formation ;
- la finalisation de la gestion du Moyen de Maîtrise des Risques (MMR).

Puis Monsieur NIVOT rappelle que chaque nouvel entrant sur le site bénéficie d'une formation Seveso. Les collaborateurs des services lixiviation et environnement sont quant à eux formés au suivi des digues des bassins dans le cadre des formations MMR, tandis que les cadres d'astreinte bénéficient de formations au POI et à la gestion de crise ainsi que d'une formation hebdomadaire binôme ingénieur/directeur d'astreinte.

Monsieur NICOLAS annonce que 30 millions d'euros ont été investis dans la maintenance du site, dont 10 millions d'euros pour le remplacement du four qui constitue un chantier d'ampleur encore en cours. Pour mémoire, l'ensemble de ces travaux de maintenance ont vocation à augmenter l'efficacité du site en matière de production et d'impact environnemental.

Il rapporte ensuite les quatre incidents notables survenus sur le site dans la période :

- la fuite d'un échangeur ;
- un départ de feu au poste électrique ;
- la mise en sécurité d'un transformateur en raison d'une surchauffe au poste électrique ;
- l'apparition d'un point chaud au niveau des silos poudre de zinc.

Monsieur CONSTANT précise que, hormis le point chaud détecté dans les silos poudre de zinc, traité en interne par les équipiers de seconde intervention, tous les incidents listés ci-dessus ont conduit au déclenchement du POI, en précisant que l'entreprise, en concertation avec la sous-préfecture et le SDIS, a pris le parti de déclencher son POI très tôt en cas d'incident afin de limiter les risques au maximum.

Monsieur le Sous-Préfet rappelle aussi l'utilité préventive du déclenchement anticipé du POI, car il permet aux équipes du SDIS de rester en alerte, de s'exercer en conditions réelles et d'approfondir

leur connaissance du site. Selon lui, cette politique est également de nature à rassurer les riverains sur la réactivité de l'industriel en cas d'alerte.

Madame DUFLOS ajoute que les améliorations suivantes ont été apportées au POI en 2022 :

- la mise en place d'une ligne directe avec le SDIS ;
- l'étude d'un nouveau système de recensement ;
- la signature d'une convention avec VMBSO pour la mise en commun de poteaux incendie ;
- le déménagement du poste de commandement et la révision de son affichage.

Madame DUFLOS rapporte aussi que la bonne organisation du poste de commandement, l'efficacité de la ligne directe avec le SDIS ainsi que le bon respect de la procédure du schéma d'alerte en lixiviation ont été jugés satisfaisants lors de l'exercice POI du 26 septembre 2022.

En revanche, celui-ci a mis en évidence les pistes d'amélioration suivantes : la communication entre le poste de commandement et l'accueil pour la demande de renfort au SDIS devra être vérifiée et la procédure de confinement en cas d'alarme POI rappelée aux collaborateurs. Il conviendra également d'améliorer l'identification du sens du vent avant de choisir un poste de commandement, de même que la coordination entre la production, les pompiers et le poste de commandement sur le lieu de l'incident.

Monsieur NIVOT indique qu'une réunion publique d'information s'est tenue le 6 octobre 2021 pour informer les riverains d'Auby et de Roost-Warendin sur les activités du site et ses risques, et sur les conduites à tenir en cas d'incident. Une rencontre avec les élèves de l'école des Asturies a également été organisée le 8 octobre 2021. Une prochaine rencontre avec les riverains aura lieu le samedi 15 octobre 2022 avec la présentation du nouveau four.

Madame DUFLOS aborde ensuite le bilan environnemental : les digues des trois bassins que comprend le site font l'objet d'un entretien journalier tandis que la réparation de la membrane du bassin G4, initiée en 2020, s'est poursuivie en juillet 2022.

Monsieur CONSTANT évoque le projet de parc photovoltaïque du site qui prévoit l'installation de 70 000 panneaux photovoltaïques pour une puissance de pointe de 38 MWp et une production annuelle de 40 GWH, soit une réduction de 270 000 tonnes de CO₂ sur 30 ans.

Monsieur le Sous-Préfet demande où en est l'étude « quatre saisons » qui doit être effectuée dans le cadre du projet photovoltaïque, ainsi que la présentation de ce dernier devant le Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Madame DUFLOS répond que les dossiers, qui incluent aussi la partie ICPE, sont en cours de constitution et seront déposés en 2023.

Monsieur MALBRANCQ rappelle que NYRSTAR devra aussi s'assurer de la conformité du projet avec le PLU.

Madame DUFLOS explique qu'une partie du projet est déjà conforme au PLU, pour le reste un dossier de déclaration de projet devra être mené.

Monsieur SZYMANEK annonce que le PLU est aussi en cours de modification.

Monsieur MELIN déclare que la DREAL sera attentive à l'impact du projet sur les anciens bassins de stockage sur lesquels certains panneaux photovoltaïques seront implantés.

Monsieur CONSTANT assure que la conception du projet tiendra compte de cette problématique, en veillant à ce que les installations n'endommagent pas la membrane protégeant le bassin.

Madame DUFLOS annonce ensuite l'important projet de réfection de la couverture des anciens bassins qui débutera en janvier 2023 pour une durée de quatre ans. En termes de logistique, il impliquera un transport fluvial, un transport par poids lourds via l'A21 (les camions ne traverseront pas Auby) et l'interruption totale de la circulation sur le chemin de halage.

Au sujet de la consommation du site, Monsieur NIVOT expose qu'en 2021, les eaux de surface ont été prélevées à hauteur de 1 892 406 m³ et à hauteur de 69 521 m³ pour l'eau potable, soit des volumes inférieurs aux limites fixées par l'arrêté préfectoral. Pour l'électricité, 636 317 MWh ont été consommés.

À la fin de l'année 2022, les quantités d'eau prélevées devraient également se trouver en deçà des seuils réglementaires tandis que la consommation d'électricité devrait être très réduite par rapport à l'année précédente en raison des arrêts de production survenus durant l'année.

Madame DUFLOS présente ensuite les quantités de substances rejetées par la fonderie dans l'eau du canal : elle expose que les rejets de zinc ainsi que leur concentration journalière se situent sous la Valeur Limite Réglementaire (VLE), tant en 2021 qu'en 2022.

Les rejets en cadmium sont également conformes à la VLE. Cependant, un dépassement de leur concentration journalière a été enregistré, ce dont la DREAL a été informée.

Les concentrations journalières du plomb sont conformes, de même que son flux annuel.

Quant aux quantités de mercure, elles sont conformes tandis qu'un dépassement de la concentration journalière a été relevé et a entraîné une réaction immédiate de l'entreprise.

Enfin, les rejets atmosphériques de SO₂ provenant de la cheminée se trouvent en deçà des seuils réglementaires.

Madame DUFLOS mentionne l'étude des risques sanitaires demandée par la DREAL qui a pour objectif de calculer les risques sanitaires présentés par l'entreprise à partir de l'analyse des sources d'émission, des voies d'exposition et de l'état du milieu environnant : l'étude est en cours et sera remise fin 2022.

Pour terminer, Madame DUFLOS liste les inspections et les contrôles inopinés de la DREAL : les contrôles inopinés ont permis de détecter un dépassement de la concentration de poussières (5,2 mg/Nm³ au lieu de 5) et de leur flux (0,36 kg/h au lieu de 0,32) dans la cheminée fluogrillage. Cependant, un deuxième contrôle de la cheminée a attesté le retour à la normale de la concentration et du flux de poussières. Enfin, un dépassement ponctuel de pH dans l'eau de rejet canal (9,6 au lieu de 9,5) a été relevé tandis que les contrôles de légionelle sont conformes.

III. Questions et échanges

Monsieur SZYMANEK rapporte qu'il est parfois difficile pour les municipalités de répondre aux questions des habitants à propos des déclenchements de sirène, et demande comment elles peuvent s'informer.

Monsieur CONSTANT informe Monsieur SZYMANEK de l'existence d'un numéro d'astreinte renouvelé chaque semaine.

Le commandant DELECOURT rappelle également que les municipalités sont informées de la tenue des exercices POI et qu'elles ont la possibilité d'y assister.

Monsieur les Sous-Préfet demande aux riverains comment ils jugent le niveau d'information qui leur parvient.

Les riverains estiment le niveau d'information satisfaisant.

Monsieur le Sous-Préfet souligne pour conclure le sérieux de NYRSTAR qui est selon lui un industriel conscient des problématiques soulevées par son activité.

La séance est levée à 11 heures 20.

Le président de la CSS

Xavier Constant

